

## AVIS, COMMUNICATIONS ET INFORMATIONS

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE NATIONALE  
ET DES FINANCES

Avis de tirage de la troisième tranche de la  
Loterie nationale 1941 (p. 1312).

SECRÉTARIAT D'ÉTAT À L'ÉDUCATION NATIONALE  
ET À LA JEUNESSE

Avis de vacance de chaire à l'université de  
Paris (p. 1312).

## LOIS

N° 1072. — LOI du 9 mars 1941 relative aux  
conditions de livraison, de paiement et  
de stockage des blés.

Nous, Maréchal de France, chef de l'Etat  
français,

Le conseil des ministres entendu,

Décrétons :

Art. 1<sup>er</sup>. — A titre exceptionnel, la date  
du 31 mars prévue par l'article 1<sup>er</sup> de la  
loi du 7 décembre 1940 peut être, dans les  
conditions fixées ci-dessous, reportée au  
30 avril.

Art. 2. — Le bénéfice de la présente loi  
sera accordé par décision du président de  
l'office national interprofessionnel des  
céréales, rendue après avis du comité dé-  
partemental des céréales justifiant que,  
dans tout ou partie du département, les  
livraisons de blés dans les délais fixés par  
la loi précitée ont été rendues impossibles  
par cas de force majeure.

Art. 3. — Dans le cas prévu par l'arti-  
cle précédent, les dispositions du troi-  
sième paragraphe de l'article 3 de la loi  
du 7 décembre 1940 sont modifiées et com-  
plétées comme suit :

« Livraisons effectuées en mars, 15 fr.  
par quintal.

« Livraisons effectuées en avril, 10 fr.  
par quintal ».

Art. 4. — Les modalités d'application  
du présent texte seront fixées par décret  
contresigné par le secrétaire d'Etat à  
l'économie nationale et aux finances, le  
secrétaire d'Etat à l'agriculture et le se-  
crétaire d'Etat au ravitaillement.

Art. 5. — Le présent décret sera publié  
au Journal officiel et exécuté comme loi  
de l'Etat.

Fait à Vichy, le 9 mars 1941.

PH. PÉTAIN.

Par le Maréchal de France, chef de l'Etat  
français :

Le ministre secrétaire d'Etat  
à l'économie nationale et aux finances,  
YVES BOUTHILLIER.

Le ministre secrétaire d'Etat  
à l'agriculture,  
PIERRE CADIOUX.

Le secrétaire d'Etat au ravitaillement,  
JEAN ACHARD.

N° 1123. — LOI du 11 mars 1941 complé-  
tant la loi du 13 août 1940 portant inter-  
diction des sociétés secrètes.

Nous, Maréchal de France, chef de l'Etat  
français,

Le conseil des ministres entendu,

Décrétons :

Art. 1<sup>er</sup>. — L'article 3 de la loi du  
13 août 1940 portant interdiction des so-  
ciétés secrètes est complété ainsi qu'il  
suit :

« Toutefois, les archives, papiers, bi-  
bliothèques et autres objets ayant un ca-  
ractère historique, documentaire ou ri-  
tuel, seront remis à la Bibliothèque natio-  
nale, qui pourra en rétrocéder tout ou  
partie aux bibliothèques départementales  
ou municipales.

« Les biens mobiliers de faible valeur  
pourront, par ordonnance du président  
du tribunal, et à la requête du ministère  
public, être remis en nature, sans vente  
préalable, à l'administration de l'assis-  
tance publique à Paris et, dans les autres  
localités, aux bureaux de bienfaisance  
des villes ou communes qui en feront la  
demande, sans toutefois que cette attribu-  
tion puisse préjudicier, le cas échéant, aux  
droits des créanciers ».

Art. 2. — Il est inséré, entre les arti-  
cles 3 et 4, l'article suivant, qui prendra  
le numéro 3 bis :

« Sont nuls tous actes entre vifs et tes-  
tamentaires, à titre onéreux ou gratuit,  
accomplis soit directement, soit par per-  
sonne interposée, ou toute autre voie in-  
directe, ayant pour objet de permettre  
aux associations interdites de se sous-  
traire à l'application des articles précé-  
dents.

« La nullité sera prononcée, soit à la  
diligence du ministère public, soit à la  
requête de tout intéressé ».

Art. 3. — Le présent décret sera publié  
au Journal officiel et exécuté comme loi  
de l'Etat.

Fait à Vichy, le 11 mars 1941.

PH. PÉTAIN.

Par le Maréchal de France, chef de l'Etat  
français :

Le garde des sceaux,  
ministre secrétaire d'Etat à la justice,  
JOSEPH BARTHÉLEMY,

Le vice-président du conseil, ministre  
secrétaire d'Etat aux affaires étran-  
gères et à l'intérieur,  
A. DARLAN.

Le ministre secrétaire d'Etat  
à l'économie nationale et aux finances,  
YVES BOUTHILLIER.

N° 1251. — LOI du 21 mars 1941 portant  
création de centres de formation des ca-  
dres du secrétariat d'Etat à l'éducation  
nationale et à la jeunesse (commissariat  
général à l'éducation générale et aux  
sports).

Nous, Maréchal de France, chef de l'Etat  
français,

Le conseil des ministres entendu,

Décrétons :

Art. 1<sup>er</sup>. — Conformément à la loi du  
28 décembre 1940 fixant les crédits appli-  
cables aux dépenses du premier trimestre  
de l'exercice 1941, il est créé sous l'auto-  
rité du secrétaire d'Etat à l'éducation na-  
tionale et à la jeunesse (commissariat  
général à l'éducation générale et aux  
sports), pour la formation des cadres du  
commissariat général à l'éducation géné-  
rale et aux sports, les établissements sui-  
vants :

1° Le centre national de l'éducation gé-  
nérale et sportive ;

2° Quinze centres régionaux de l'éduca-  
tion générale et sportive (avec subdivi-  
sions masculine et féminine) fonctionnant  
sur le territoire métropolitain.

Art. 2. — Le centre national d'éduca-  
tion générale et sportive comprend les  
établissements suivants (chacun avec sub-  
divisions masculine et féminine) :

1° L'institut national d'éducation gé-  
nérale et sportive chargé de la formation  
des inspecteurs de l'éducation générale et  
des sports, et des maîtres d'éducation gé-  
nérale ;

2° L'école nationale d'éducation physiq-  
ue et sportive chargée de la formation  
des professeurs d'éducation physique et  
sportive ;

3° Le collège national de moniteurs et  
d'athlètes chargé de la formation des mo-  
niteurs d'éducation physique et sportive.

Art. 3. — Des décrets contresignés par  
le secrétaire d'Etat à l'éducation natio-  
nale et à la jeunesse et par le secrétaire  
d'Etat à l'économie nationale et aux fi-  
nances fixeront l'organisation des diffé-  
rents établissements créés aux articles 1<sup>er</sup>  
et 2.

Art. 4. — Le cadre du personnel du  
centre national de l'éducation générale et  
sportive comprend :

Un inspecteur général de l'éducation  
générale et des sports, directeur du cen-  
tre.

Un censeur.

Quatre professeurs.

Un économiste.

Un secrétaire administratif.

Un médecin.

Une assistante sociale.

Art. 5. — Le cadre du personnel de  
chacun des trois établissements prévus à  
l'article 2 comprend :

Un inspecteur principal ou inspecteur  
de l'éducation générale et des sports, di-  
recteur.

Une inspectrice ou inspectrice adjointe  
de l'éducation générale et des sports, di-  
rectrice adjointe.

Un secrétaire.

Art. 6. — Le cadre du personnel de  
chacun des centres régionaux de l'éduca-  
tion générale et sportive comprend :

Un inspecteur de l'éducation générale et  
des sports, directeur du centre.

Une inspectrice adjointe, directrice ad-  
jointe.

Un économiste.

Un médecin.

Art. 7. — L'enseignement dans les centres sera donné :

Par les quatre professeurs visés à l'article 4 ci-dessus ;

Par des professeurs n'appartenant pas aux centres, chargés de conférences ou d'exercices pratiques ;

Par des professeurs d'éducation physique et sportive appartenant aux centres ou détachés de leur administration d'origine ;

Par des moniteurs nationaux, des moniteurs chefs, des moniteurs d'éducation générale et sportive.

Art. 8. — Dans la limite des crédits prévus à cet effet et suivant les besoins du service, le commissariat général à l'éducation générale et aux sports est autorisé à recruter du personnel auxiliaire pour l'administration et l'entretien des centres.

Art. 9. — Des décrets contresignés par le secrétaire d'Etat à l'éducation nationale et à la jeunesse et par le secrétaire d'Etat à l'économie nationale et aux finances fixeront le statut, le traitement et les classes des fonctionnaires prévus aux articles 4, 5, 6 et 7 ci-dessus.

Toutefois, pendant un délai d'un an à dater de la publication du présent décret, les nominations aux emplois énumérés aux articles 4, 5 et 6 ci-dessus pourront être effectuées sur le seul examen des titres par arrêté du secrétaire d'Etat à l'éducation nationale et à la jeunesse.

Chaque agent nommé, à l'exception de ceux qui proviennent d'administrations publiques et dont la nomination pourra être définitive, ne sera titularisé qu'après un stage d'une durée maximum d'un an dans les conditions prévues par un décret ultérieur.

Art. 10. — Les conditions de fonctionnement provisoire des établissements prévus aux articles 1<sup>er</sup> et 2 ci-dessus, seront réglées par arrêté du secrétaire d'Etat à l'éducation nationale et à la jeunesse pour une durée maximum d'un an à dater de la publication de la présente loi.

Art. 11. — Le présent décret sera publié au Journal officiel et exécuté comme loi de l'Etat.

Fait à Vichy, le 21 mars 1941.

PH. PÉTAÏN.

Par le Maréchal de France, chef de l'Etat français :

Le ministre secrétaire d'Etat à l'économie nationale et aux finances,  
YVES BOUTHILLIER.

Le secrétaire d'Etat à l'éducation nationale et à la jeunesse,  
JÉRÔME CARCOPINO.

N° 1350. — Loi du 25 mars 1941 relative à la durée du travail.

Nous, Maréchal de France, chef de l'Etat français,

Le conseil des ministres entendu,

Décrétons :

Art. 1<sup>er</sup>. — Des arrêtés du secrétaire d'Etat au travail pourront, pour une

profession, pour une catégorie de travaux et pour une région déterminée, suspendre l'application des dispositions de l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 13 août 1940 relative au régime du travail.

Les mêmes arrêtés pourront porter le maximum de la durée légale hebdomadaire du travail de quarante heures à quarante-huit heures ou à la durée considérée comme équivalente en raison de la nature du travail. Cette modification comportera une augmentation proportionnelle de la rémunération des travailleurs intéressés.

Art. 2. — Les établissements visés par un arrêté pris en application de l'article précédent pourront recourir aux heures supplémentaires pour surcroît extraordinaire de travail dans les conditions prévues par l'article 2 de la loi du 13 août 1940.

Toutefois, le recours aux heures supplémentaires et aux heures de récupération ne peut avoir pour effet, sans autorisation de l'inspecteur du travail, de porter la durée du travail à plus de cinquante-quatre heures par semaine, ni à plus de dix heures par jour.

Art. 3. — Les heures supplémentaires pour surcroît extraordinaire de travail, effectuées au delà d'une durée de quarante-huit heures par semaine ou de la durée considérée comme équivalente, donneront lieu à une majoration de salaire. Cette majoration est fixée à 10 p. 100 du salaire normal, nonobstant tous usages ou stipulations contraires.

Art. 4. — Les alinéas 4, 5 et 6 de l'article 3 de la loi du 13 août 1940 relative au régime du travail sont abrogés.

Art. 5. — Les dispositions du présent décret ne sont pas applicables aux mines, aux minières, aux carrières et industries annexes, ni aux chemins de fer et à la marine marchande.

Art. 6. — Le présent décret sera publié au Journal officiel et exécuté comme loi de l'Etat.

Fait à Vichy, le 25 mars 1941.

PH. PÉTAÏN.

Par le Maréchal de France, chef de l'Etat français :

Le ministre secrétaire d'Etat à l'économie nationale et aux finances,  
YVES BOUTHILLIER.

Le secrétaire d'Etat au travail,  
RENÉ BELIN.

## DÉCRETS, ARRÊTÉS & CIRCULAIRES

### MINISTÈRE DE LA JUSTICE

N° 1348. — Décret du 25 mars 1941 portant nomination d'un magistrat honoraire.

Nous, Maréchal de France, chef de l'Etat français,

Sur le rapport du garde des sceaux, ministre secrétaire d'Etat à la justice,

Vu la loi du 27 juillet 1940 relative à la forme des actes administratifs individuels,

Décrétons :

Art. 1<sup>er</sup>. — M. Dumas (Jacques), conseiller honoraire à la cour de cassation, est nommé président de chambre honoraire à la cour de cassation.

Art. 2. — Le garde des sceaux, ministre secrétaire d'Etat à la justice, est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Vichy, le 25 mars 1941.

PH. PÉTAÏN.

Par le Maréchal de France, chef de l'Etat français :

Le garde des sceaux,  
ministre secrétaire d'Etat à la justice,  
JOSEPH BARTHÉLEMY.

### MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

N° 1336. — Décret du 24 mars 1941 relatif à la situation des officiers intégrés dans les cadres de la sûreté nationale.

Nous, Maréchal de France, chef de l'Etat français,

Vu le décret du 1<sup>er</sup> mai 1935 modifié par le décret du 13 août 1939, fixant les conditions de recrutement et le statut du personnel des services actifs de la sûreté nationale ;

Vu le décret en date du 4 octobre 1940 portant dérogation provisoire aux articles 1<sup>er</sup> et 17 du décret du 1<sup>er</sup> mai 1935 ;

Sur la proposition de l'amiral de la flotte, ministre secrétaire d'Etat à l'intérieur et du ministre secrétaire d'Etat à l'économie nationale et aux finances,

Décrétons :

Art. 1<sup>er</sup>. — Les officiers des armées de terre, de mer et de l'air en congé d'armistice, nommés à ce titre, dans le cadre des commissaires de police de la sûreté nationale sont dispensés du stage préalable, mais leur licenciement peut être prononcé si, après une période probatoire de six mois, leur maintien en fonctions ne fait pas l'objet d'un avis favorable de leurs chefs de service.

Ils recevront, à l'exclusion de toute allocation de solde, le traitement de commissaire de police affecté à la classe à laquelle ils peuvent prétendre, augmenté, le cas échéant, d'une indemnité égale à la différence entre la solde proprement dite qu'ils percevaient en qualité d'officier au moment de leur nomination dans la sûreté nationale et leur traitement nouveau.

Cette indemnité sera payable mensuellement dans les mêmes conditions que le traitement. Elle sera réduite au fur et à mesure de l'avancement de ses bénéficiaires. Elle sera supprimée lorsque le traitement des intéressés sera au moins égal à leur dernière solde.

Art. 2. — L'amiral de la flotte, ministre secrétaire d'Etat à l'intérieur, et le ministre secrétaire d'Etat à l'économie nationale et aux finances sont chargés,